

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le SNCS-FSU et le SNESUP-FSU appellent à refuser la politique destructrice des « key-labs » au CNRS

Dans le projet de contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) du CNRS pour la période 2024-2028, il est annoncé que « le CNRS se propose de mettre en valeur, parmi les laboratoires dont il assure la tutelle, les plus remarquables d'entre eux, ceux qui sont réellement "de rang mondial" » et que « naturellement, l'implication du CNRS serait plus forte, et plus pérenne, dans ces laboratoires ». Lors de la Convention CNRS des directeurs et directrices des laboratoires, le 12 décembre dernier, le Président-directeur général du CNRS, Antoine Petit a précisé l'objectif : concentrer plus de moyens sur 25 % des unités de recherche, les « key-labs », qui auraient ce label pour les cinq prochaines années, durée du COMP. Alors que seule l'évaluation par des pairs majoritairement élus devrait conduire la politique scientifique de l'établissement, des listes d'heureux élus circulent déjà dans certaines communautés, marginalisant ainsi les instances scientifiques et l'évaluation par les pairs dans les décisions de la direction du CNRS.

Cette annonce, faite unilatéralement sans concertation avec les autres tutelles, en particulier les universités, signifie que 75 % des unités de recherche (soit 54 % des personnels CNRS) seront sacrifiées pour que 25 % d'entre elles, appelées « key-labs », retrouvent juste des moyens indispensables, en particulier leurs personnels de soutien à la recherche, ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA).

Ces laboratoires seraient choisis par la direction du CNRS dans la plus grande opacité. En outre, ces laboratoires, seraient soutenus en termes de moyens humains et financiers par le CNRS qui laisserait les autres, les non-élus, dépendre essentiellement des seules universités qui les hébergent. Dans un contexte où toutes les universités françaises sont asphyxiées budgétairement et ne pourront pas compenser un tel désengagement du CNRS, c'est l'ensemble des personnels de ces unités qui serait affecté très négativement, qu'ils soient ou non personnels CNRS.

En concentrant les moyens, qui sont essentiellement les personnels ingénieurs, techniciens et chercheurs permanents, un des objectifs affichés par la direction du CNRS est de réduire à terme le nombre de laboratoires du CNRS. Les laboratoires qui ne seront pas « choisis » bénéficieront de moins de recrutements par le CNRS, voire plus du tout. Ces laboratoires se trouveront en difficulté avec les départs des personnels en retraite ou en mobilité vers des laboratoires que le label « key-lab » aura survalorisés.

Or ce n'est ni la taille des laboratoires, ni le pourcentage des effectifs CNRS, ni la « reconnaissance internationale », ni la compétition qui conduisent aux ruptures scientifiques, épistémologiques et éventuellement à l'innovation. Cette vision est celle, une fois de plus, des technocrates des ministères.

Cette annonce augure la fin d'une coopération fructueuse entre le CNRS et les universités, conséquence des politiques de déconstruction de l'ESR menées ces dernières années et renforcée sous le ministère de S Retailleau. Si les « key-labs » voient le jour c'est contre la volonté des personnels, contre la volonté des directeurs et directrices d'unités, et contre la volonté des universités. Le SNCS-FSU et le SNESUP-FSU appellent tous les personnels dans les universités et au CNRS, les directrices et directeurs d'unité, ainsi que le Comité national de la recherche scientifique à réagir, par tous les moyens (assemblées générales, pétitions, ...), pour refuser cette politique destructrice à moyen terme de la recherche publique.

Paris, le 15 janvier 2025